

Sainissement des finances publiques divise la démocratie chrétienne

Le projet de loi de finances pour 1984, lors de l'ouverture du parlementaire, le ministre des finances, Hans Ehard, se sent étonné par le calme dans les débats. « L'opposition a été étonnée par le calme dans les débats », dit-il. « L'opposition a été étonnée par le calme dans les débats », dit-il. « L'opposition a été étonnée par le calme dans les débats », dit-il.

De notre envoyée spéciale
la récession pouvant résulter l'année prochaine d'une politique axée en priorité sur la réduction des dépenses publiques.

Mais c'est M. Ernst Albrecht, chef du gouvernement du Land de Basse-Saxe et l'un des plus fortes personnalités de la C.D.U., qui a provoqué la plus vive émotion en présentant au mois d'août ses dix « thèses » sur la situation économique et la politique qu'elle appelle. Le gouvernement, dit en substance M. Albrecht, ne peut espérer ni relancer l'activité économique durablement ni lutter efficacement contre le chômage par le type de mesures jusqu'à présent adoptées. Le handicap majeur de l'économie ouest-allemande, estime-t-il, est le coût trop élevé de la main-d'œuvre, résultant des charges sociales trop lourdes qui pèsent sur les entreprises. Le remède réside dans la diminution des prestations sociales et la remise en cause de leur mode de financement. M. Albrecht propose un allègement de 20 % de la charge fiscale des entreprises pour donner aux investissements l'impulsion décisive qui fait actuellement défaut. Le manque à gagner qui résulterait pour l'Etat de cette baisse de l'impôt sur les sociétés pourrait, toujours selon M. Albrecht, être compensé par une augmentation importante (de 6 points environ) du taux de la T.V.A. et par une réduction plus importante des dépenses sociales.

Bien qu'elles aient été présentées comme de simples thèmes de réflexion et non comme des « propositions politiques », les thèses de M. Albrecht ont fait l'effet d'une bombe. Elles ont immédiatement déclenché les foudres des syndicats, de l'opposition social-démocrate, et aussi d'une partie de la C.D.U. représentée au gouvernement par M. Norbert Blum, le ministre du travail. Elles ont aussi délié les langues dans les rangs du parti chrétien-démocrate et dans les milieux économiques. M. Lothar Spät, chef du gouvernement du Bade-Wurtemberg, autre « baron » de la C.D.U., y allait lui aussi de son con-

accepter le démantèlement des prestations sociales.

Au ministère des finances, on s'efforce de minimiser la portée critique des thèses de M. Albrecht. « Elles vont dans le même sens que la politique du gouvernement, mais se situent dans la perspective de la fin des années 80, ce qui est une problématique tout à fait différente », affirme M. Ludwig, un fonctionnaire du ministère. « Il n'y a pas de contradiction entre une politique de consolidation du budget et une politique de relance, ajoute-t-il, car une situation dans laquelle l'Etat absorbe une trop grande part des crédits disponibles pour financer son déficit est le plus grand obstacle à la reprise. » Il fait remarquer enfin que certaines mesures allant dans le sens des thèses de M. Albrecht doivent être examinées dans les prochains mois par le gouvernement : en ce qui concerne la diminution du temps de travail, le ministère du travail prépare une loi-cadre sur l'abaissement de l'âge de la retraite ; quant à l'allègement de la fiscalité, une décision doit être prise dans ce sens au début de l'année prochaine. Elle concernera vraisemblablement l'impôt sur le revenu et non l'impôt sur les sociétés comme le préconise M. Albrecht.

M. Kohl a confirmé quant à lui qu'il ne tenait pas les thèses du premier ministre de Basse-Saxe pour une attaque contre son gouvernement mais pour des analyses propres à susciter une réflexion au sein de la C.D.U. Le président du parti en discutera en octobre. Il n'en reste pas moins que les prises de position de M. Albrecht ont fait l'effet d'un pavé dans la mare et que le malaise n'est pas dissipé.

CLAIRE TRIÉAN.

(1) Un mark vaut environ 3 F.

Tribune internationale

TROIS ANS DE RÉGIME MILITAIRE EN TURQUIE

Se sauver des « sauveurs »

par YUCEL TOP (*)

Au cours des trois années de pouvoir militaire que les peuples de Turquie ont dû subir, le régime actuel, passant outre aux réminiscences de larges secteurs de l'opinion publique, a posé les fondements de l'ordre politique futur. La presse internationale s'est largement faite l'écho du processus de « retour à la démocratie », entamé en avril dernier, dont le point culminant devrait être les élections du 6 novembre.

Or, on constate que le sentiment quasi général dans le pays est actuellement empreint de méfiance et d'attente. Le rétablissement des institutions démocratiques, annoncé par les généraux et leurs alliés étrangers, semble plus improbable encore qu'au lendemain du coup d'Etat du 12 septembre 1980. A peu près chaque des mesures décrétées depuis cette date a eu pour effet de creuser le fossé entre les proclamations de foi « démocratiques » et la réalité.

Quel d'étonnant, dès lors, que les dirigeants et les cadres des deux partis qui ont dominé la scène politique au cours des années 70 - le Parti de la justice et le Parti républicain du peuple - se fassent les porteparole du sentiment général en reprenant des arguments et des idées que les forces de gauche, en butte à une sanglante répression, étaient les seules à défendre.

Ces courants d'opposition tentent de se mettre d'accord sur les principales questions politiques, estimant que, après trois années de pouvoir absolu, l'armée ne saurait se prévaloir ni de sa « gloire militaire » passée ni de son aura de « sauveur de la nation ». A leurs yeux, l'armée turque, en tant qu'élément dominant d'un Etat centraliste et bureaucratique, constitue désormais le principal obstacle au retour à la démocratie.

En les élections du 6 novembre prochain ? Elles marqueront le triomphe - éphémère sans doute - d'un régime militaire qui, sûr de lui, compte déjà sur la « mise sur orbite » des trois partis officiellement autorisés, pour normaliser complètement ses relations avec l'Europe des Dix et répandre en Turquie même l'illusion de la restauration du pouvoir civil et du régime parlementaire.

Or, non contents d'avoir rayé des listes des fondateurs des nouveaux partis plus de quatre cents noms, les généraux se réservent aux élections qui ne seraient pas à leur goût. Dans ces conditions, on peut s'attendre en 1984 à un regain d'activité de l'opposition non pas contre une « démocratie musclée », qui n'existera pas, mais contre un Etat autocratique et patrimonial.

Le régime ayant pris le risque de s'isoler de plus en plus des principales forces du pays, on ne voit pas comment il pourrait maintenir son pouvoir absolu sans recourir à de nouvelles mesures de répression tout azimut.

Malgré ces sombres perspectives, il n'est pourtant pas impossible que, à plus long terme, la conscience démocratique finisse par l'emporter sur la conception autocratique, qui autorise les « sauveurs de la nation » à maintenir indéfiniment la société sous tutelle.

TRANSIT INTERNATIONAL
AUTOMOBILES - BAGAGES
U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...
TOUTES DESTINATIONS
CARSHIP SARL ☎ (1) 500-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris